

La situation économique

problème énergétique actuel du Canada. J'espère que le premier ministre nous dira ce qu'il a fait là-bas.

J'espère aussi qu'il nous dira dans quelle optique il entend faire sa prochaine tournée de visites officielles, laquelle l'amènera également dans les pays en voie de développement comme le Nigeria, le Sénégal, le Brésil et le Mexique. Ces quatre pays ont chacun une physionomie économique fort distincte. J'espère qu'il va nous dire sous quels auspices sa visite dans ces pays sera placée, pourquoi il s'y rend et quelle sera la politique de notre pays; ou bien sera-ce seulement une nouvelle occasion, pour le premier ministre, d'aller danser avec les sheiks. Une telle attitude n'est pas très sérieuse et n'est certainement pas la solution dont notre pays et dont les économies du monde ont besoin pour l'instant. J'espère que le gouvernement du Canada et le ministre des Finances (M. MacEachen) comprendront au fil des interventions qu'il convient de prendre à cœur ces choses dont nous avons parlé aujourd'hui et qu'ils liront ce qu'ont dit les gens qui connaissent bien les dédales de cette situation économique complexe.

Je pense que nous allons tous remercier Dieu dans cette semaine qui précède la Noël et que nous allons passer les fêtes de fin d'année dans un minimum de confort. Mais ce ne sera pas le cas pour tout le monde. Nous ne saurions oublier ces millions de gens de par le monde qui, victimes des difficultés économiques, ne verront dans la fête de Noël qu'une journée de désespoir parmi d'autres.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Avant de céder la parole au député de Trinity (M. Nicholson), je voudrais signaler qu'un député me rappelle que quand il y avait des débats spéciaux qui s'éternisaient par le passé, comme cela risque d'être le cas ce soir, on relevait généralement les pages de leurs fonctions. La Chambre est-elle d'accord pour qu'on procède ainsi?

Des voix: D'accord.

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur l'Orateur, nous discutons ce soir une résolution parce que non seulement nous sommes témoins de la plus forte augmentation du coût de la vie, mais nous sommes aux prises avec des taux d'intérêt extrêmement élevés. La banque centrale a évité tant qu'elle a pu de suivre les taux d'escompte américains, et l'écart entre ces taux est plus grand que jamais. Cependant, il est vrai que les taux d'intérêt canadiens doivent pouvoir autant que possible concurrencer les taux d'intérêt américains, afin de conserver chez nous les capitaux déjà investis et d'en attirer de nouveaux. Mais le niveau qu'a atteint le taux préférentiel fait évidemment craindre pour le ralentissement de la croissance économique, tant au niveau de la consommation que de la production.

Certains économistes ont dit s'inquiéter de ce que des taux d'intérêt élevés pourraient empêcher le Canada de sortir rapidement de son marasme actuel.

Ce qu'il faut évidemment, c'est évaluer très posément la situation, pour s'assurer que l'intervention est intelligente et basée sur une pleine compréhension de toutes les options. Les comptes rendus de la réunion des ministres provinciaux du 17 décembre donnent peut-être une bonne idée de la très grande divergence d'opinions qu'on observe actuellement. A l'occasion d'une conférence de presse donnée après cette réunion, M. Miller, le trésorier de l'Ontario, a déclaré préférer courir le risque d'une inflation accrue à cause de la dépréciation du

dollar plutôt que les coûts bien connus qu'entraîneraient les taux d'intérêt sans cesse croissant pour les entreprises et les consommateurs. Son homologue québécois, Jacques Parizeau, a cependant adopté la position contraire. Parce que les pressions inflationnistes sont déjà renforcées par les prix croissants de l'énergie et des aliments, a-t-il dit, ce serait une erreur de les aggraver encore davantage en laissant le dollar baisser encore et perdre plus que les cinq points qu'il a déjà perdus au cours des derniers mois. Ces deux opinions diamétralement opposées illustrent peut-être bien la difficulté et la complexité du sujet lorsque deux observateurs intelligents et expérimentés préconisent des solutions opposées à un problème.

● (0100)

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Que les députés aient l'obligeance d'observer le bon ordre.

Mlle Nicholson: Monsieur l'Orateur, les problèmes revêtent une dimension internationale et il faut y faire face. Voici ce que disait le gouverneur de la Banque du Canada:

La source du problème n'est pas au Canada et la banque n'a aucun moyen d'y faire face sans que cela se répercute soit sur le taux d'intérêt, soit sur le cours des changes ou les deux.

Certains députés qui ont pris part à ce débat, ont réagi, à la simple mention de facteurs internationaux comme si le gouvernement cherchait à se servir de ce prétexte pour se soustraire à ses responsabilités au lieu de faire au Canada ce qui peut être fait pour le Canada. C'est le contraire qui est vrai car pour agir intelligemment, il faut comprendre toutes les implications de la conjoncture internationale.

Le Conference Board, que certains députés d'en face tenaient en haute estime nous a dit cet automne que au cours de la période d'après-guerre, l'inflation enregistrée au Canada était surtout attribuable à la conjoncture internationale et que les marchés mondiaux étaient bien plus à blâmer pour les notes exorbitantes que nous devons payer que les profits, les coûts de la main-d'œuvre, l'impression de billets ou les dépenses gouvernementales. En fait, un analyste financier réputé a conclu de cette situation qu'il était important de s'assurer que dans toute nouvelle constitution le gouvernement fédéral aurait tous les pouvoirs nécessaires. Dans le *Toronto Star* du 2 septembre 1980, on lit ceci:

La lutte étant très pénible, et son envergure internationale, il est d'importance vitale pour Ottawa d'avoir le pouvoir de faire tout ce qu'il peut, de concert avec d'autres pays.

Un certain nombre de députés nous ont entretenus ce soir des effets des taux d'intérêt élevés et d'une inflation aiguë sur les Canadiens économiquement faibles. De cela, nous devons tous nous préoccuper. Les gagne-petit ont moins de choix dans leur façon de dépenser. Leur revenu est budgété plus rigoureusement. Leurs options sont plus limitées et la presque totalité de leur argent est consacrée à assurer leurs besoins vitaux. En fait, ce sont eux qui sont le plus durement éprouvés en temps de crise économique.

Un autre député a critiqué ce qu'il a appelé l'État providence. Pourtant, grands dieux! si ce n'était des mesures d'aide sociale actuelles, les indigents trouveraient la vie encore plus pénible. La plupart de ces mesures sociales ont été introduites par des gouvernements libéraux. Par exemple, la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti, l'allocation au conjoint, les allocations familiales, le crédit d'impôt pour enfant, les prestations d'assurance-chômage, les allocations